

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 18. De instellingen waken erover hun statuten in overeenstemming te brengen met de bepalingen van dit decreet.

Art. 19. De op het tijdstip van inwerkingtreding van dit decreet lopende mandaten van overheidsbestuurder worden op de vervaldagen bepaald in het decreet of het besluit tot oprichting van de instelling, in diens statuten of in de benoemingsbesluiten beëindigd.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 februari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 618 (2003-2004) nrs. 1 tot en met 7.

Volledig verslag, openbare vergadering van 11 februari 2004.

Bespreking - Stemming.

—————
MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1022

[2004/200761]

12 FEVRIER 2004. — Décret relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° "contrat de gestion" : la convention passée entre le Gouvernement et l'organe de gestion d'un organisme visé à l'article 3 du présent décret, en vue de définir les règles et conditions spéciales en vertu desquelles cet organisme exerce ses missions de service public;

2° "organisme" : toute personne morale visée à l'article 3 ou à l'article 4;

3° "organe de gestion" : le conseil d'administration d'un organisme ou, à défaut, tout autre organe, quelle que soit sa dénomination, qui dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation des missions ou de l'objet social de l'organisme;

4° "plan d'entreprise" : le programme établi par l'organe de gestion exposant les moyens et ressources permettant à l'organisme de remplir ses missions et de rencontrer les objectifs définis par le contrat de gestion;

5° "Ministre de tutelle" : le Ministre du Gouvernement qui s'est vu attribuer un pouvoir de contrôle particulier sur l'organisme visé aux articles 3 et 4, en vertu du décret ou de l'arrêté portant création dudit organisme ou de l'arrêté portant répartition des compétences au sein du Gouvernement;

6° "Gouvernement" : le Gouvernement de la Région wallonne.

Art. 3. § 1^{er}. Les chapitres II, III, IV et VI sont applicables aux organismes suivants :

1° l'Agence wallonne à l'Exportation;

2° l'Agence wallonne des Télécommunications;

3° le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

4° l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

5° l'Office for Foreign Investors in Wallonia;

6° le Port autonome du Centre et de l'Ouest;

- 7° le Port autonome de Charleroi;
- 8° le Port autonome de Liège;
- 9° le Port autonome de Namur;
- 10° la Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement;
- 11° la Société publique de Gestion de l'Eau;
- 12° la Société régionale wallonne du Transport public de Personnes et ses sociétés d'exploitation;
- 13° la Société wallonne des Aéroports;
- 14° la Société wallonne de Crédit social;
- 15° la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures;
- 16° la Société wallonne des Eaux;
- 17° la Société wallonne du Logement.

§ 2. Après l'entrée en vigueur du présent décret, les chapitres II, III et IV s'appliquent à toute personne morale dont le décret ou l'arrêté qui en porte création prévoit la conclusion d'un contrat de gestion.

Art. 4. § 1^{er}. Les chapitres V et VI sont applicables aux organismes suivants :

- 1° la Société d'Assainissement et de Rénovation des Sites industriels dans l'ouest du Brabant wallon;
- 2° la Société régionale wallonne d'Investissement;
- 3° la Société wallonne de l'Aéronautique et de l'Espace;
- 4° la Société wallonne d'Economie sociale marchande;
- 5° la Société wallonne de Financement et de Garantie des P.M.E.;
- 6° la Société wallonne de Gestion et de Participations;
- 7° Sowalim;
- 8° Wallimage;
- 9° Wespavia.

§ 2. Après l'entrée en vigueur du présent décret, le chapitre V s'applique, sauf disposition contraire, à toute personne morale créée par décret ou par arrêté et pour laquelle il n'est pas prévu de contrat de gestion.

CHAPITRE II. — *Elaboration, approbation et durée du contrat de gestion*

Art. 5. § 1^{er}. Préalablement à la rédaction du projet de contrat de gestion, le Gouvernement, en concertation avec l'organisme, à l'intervention de son organe de gestion, procède à l'évaluation du fonctionnement et de l'état du service public dont est chargé l'organisme.

Cette évaluation comporte les aspects relatifs au contexte économique, social et environnemental dans lequel travaille l'organisme, aux perspectives d'avenir du secteur d'activité, à la satisfaction des usagers et, le cas échéant, une analyse des effets du contrat de gestion précédent.

§ 2. Lors du renouvellement du contrat de gestion, le Gouvernement procède lui-même, en concertation avec l'organisme, à l'intervention de son organe de gestion, à l'évaluation visée au paragraphe 1^{er}. Il fait également procéder parallèlement par un tiers à cette évaluation sauf pour les organismes visés à l'article 3, § 1^{er}, 6° à 9°.

Art. 6. § 1^{er}. Sur proposition du Ministre de tutelle, le Gouvernement adopte une note d'orientation déterminant les lignes directrices du projet de contrat de gestion.

§ 2. Dans le respect de la note d'orientation visée au paragraphe 1^{er}, le Ministre de tutelle établit un projet de contrat de gestion en tenant compte de l'évaluation visée à l'article 5. Ce projet est soumis à l'organisme pour concertation, à l'intervention de son organe de gestion.

§ 3. Le contrat de gestion est approuvé par le Gouvernement, sur proposition du Ministre de tutelle, et par l'organe de gestion.

§ 4. Dans le mois de sa conclusion, le Gouvernement transmet le contrat de gestion au Conseil régional wallon et le publie au *Moniteur belge*.

§ 5. Sans préjudice des règles applicables à la concertation sociale, le personnel de l'organisme est informé du contenu du contrat de gestion par une procédure définie par l'organisme et approuvée par le Ministre de tutelle.

Art. 7. Après la conclusion du contrat de gestion, l'organisme établit son plan d'entreprise.

Art. 8. § 1^{er}. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de trois ans au moins et cinq ans au plus.

§ 2. Le contrat de gestion peut être modifié selon la procédure prévue à l'article 6.

§ 3. Au plus tard six mois avant l'expiration du contrat de gestion, le Ministre de tutelle procède à l'évaluation prévue à l'article 5.

Si un nouveau contrat de gestion n'entre pas en vigueur à l'expiration du précédent, le contrat de gestion venu à expiration peut être prorogé par le Ministre de tutelle pour une période non renouvelable de six mois. Cette prorogation est publiée au *Moniteur belge* par le Ministre de tutelle.

Si, à l'expiration du contrat de gestion éventuellement prorogé, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le Gouvernement arrête les règles provisoires applicables à la poursuite de l'exécution des missions de service public de l'organisme, comprenant au moins les matières visées aux articles 10 à 17. Ces règles provisoires sont applicables jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau contrat de gestion conclu conformément aux articles 5 et 6.

CHAPITRE III. — *Contenu du contrat de gestion*

Art. 9. Le Gouvernement détermine le contenu du contrat de gestion, qui porte sur les matières visées aux articles 10 à 17, auxquelles il peut, le cas échéant, apporter des précisions, eu égard aux spécificités des missions de l'organisme.

Art. 10. Le contrat de gestion précise les tâches que l'organisme assume en vue de l'exécution de ses missions de service public.

Les objectifs d'impact, de qualité, d'efficacité, d'efficience et d'économie à atteindre sont déterminés par des critères mesurables, précis et assortis de délais de réalisation.

Art. 11. § 1^{er}. Si l'organisme bénéficie d'une dotation, le contrat de gestion en fixe le montant initial nécessaire à la couverture des charges qui découlent de l'exécution du contrat de gestion en tenant compte des coûts et recettes de l'organisme relatifs à l'exécution de ses tâches.

§ 2. Le contrat de gestion détermine les règles de mise à disposition, d'adaptation de la dotation et les modalités de report de solde de la dotation.

§ 3. A moins que des lois ou décrets en disposent autrement, le contrat de gestion fixe les principes et les conditions de tarification pour les prestations fournies dans le cadre des tâches assumées en vue de la mise en œuvre des missions de service public.

§ 4. Le contrat de gestion prévoit l'obligation de distinguer les coûts liés à la mise en œuvre des tâches, et en particulier les dépenses d'investissement et les dépenses d'exploitation.

§ 5. Le contrat de gestion prévoit l'affectation des recettes des missions de service public.

Art. 12. Le contrat de gestion décrit les engagements de l'organisme vis-à-vis des usagers des services publics, notamment en matière d'information, ainsi que les mécanismes de compensation en cas de défaillance dans l'exécution des tâches.

Art. 13. Le contrat de gestion règle les conditions d'application des incitants ou des sanctions, notamment budgétaires, liés au niveau de réalisation des objectifs et des engagements de l'organisme.

Art. 14. Le contrat de gestion définit les indicateurs qualitatifs et quantitatifs liés à la réalisation de tous les objectifs visés à l'article 10 et composant le tableau de bord visé à l'article 18.

Pour chacun de ces indicateurs, une valeur de référence sera indiquée. Ces indicateurs seront repris dans le tableau de bord qui, périodiquement, indiquera leur degré de réalisation et leur évolution.

Art. 15. Le contrat de gestion règle ses procédures de modification et de renouvellement et ses règles de solution de conflits.

Art. 16. Le contrat de gestion contient des dispositions à prendre pour assurer le respect des politiques que le Gouvernement met en œuvre dans les autres matières qui relèvent de sa compétence.

Art. 17. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite.

L'article 1.184 du Code civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation contenue dans le contrat de gestion n'est pas exécutée ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation et, le cas échéant, demander des dommages-intérêts, sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

CHAPITRE IV. — *Suivi et contrôle*

Art. 18. Le tableau de bord visé à l'article 14 fait l'objet d'une présentation périodique au Ministre-Président, au Ministre du Budget et au Ministre de tutelle, selon la fréquence choisie par le Ministre de tutelle qui ne peut être inférieure à une présentation par an.

Art. 19. § 1^{er}. L'organe de gestion établit un rapport annuel sur la mise en œuvre du contrat de gestion. Ce rapport annuel est transmis au Gouvernement par le Ministre de tutelle.

Le Gouvernement détermine le contenu minimal du rapport visé à l'alinéa 1^{er}. Ce rapport comprend au minimum, d'une part, un examen de l'état de réalisation des objectifs sur la base des indicateurs visés à l'article 14 et, d'autre part, un bilan social sur l'application des règles relatives à la gestion du personnel et à la concertation sociale.

§ 2. Dans les meilleurs délais, le Ministre de tutelle et l'organe de gestion examinent en concertation le rapport visé au paragraphe 1^{er}.

Le Ministre de tutelle peut, s'il l'estime nécessaire, faire procéder par un tiers à une évaluation de la mise en œuvre du contrat de gestion.

§ 3. Le Ministre de tutelle fait rapport au Gouvernement.

§ 4. Le Gouvernement communique au Conseil régional wallon le rapport annuel visé au paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE V. — *Informations particulières*

Art. 20. Les personnes morales visées à l'article 4 établissent un rapport d'information annuel dont le Gouvernement arrête le contenu et qui comprend au moins les points suivants, sans préjudice des règles existantes :

1° les comptes annuels du dernier exercice certifiés au moins par un réviseur d'entreprise;

2° les budgets de l'exercice suivant;

3° un bilan social sur l'application des règles relatives à la gestion du personnel et à la concertation sociale;

4° une présentation de la réalisation de l'objet social et, le cas échéant, de la réalisation des objectifs définis par le Gouvernement et des effets de cette mise en œuvre pour les usagers et les bénéficiaires;

5° un plan qui expose, pour l'exercice suivant, les mesures et projets pris pour rencontrer ou améliorer la réalisation de l'objet social ou des objectifs fixés par le Gouvernement.

Art. 21. Le Gouvernement communique ce rapport annuel au Conseil régional wallon.

Art. 22. Le Conseil régional wallon peut solliciter du Gouvernement, du Ministre de tutelle ou de la personne morale tout complément d'information.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires et finales

Art. 23. A l'égard des organismes visés à l'article 3 qui disposent d'un contrat de gestion lors de l'entrée en vigueur du présent décret, les chapitres II à IV sont applicables à l'échéance du contrat de gestion en cours.

Art. 24. A l'égard des organismes visés à l'article 3 qui ne disposent pas d'un contrat de gestion lors de l'entrée en vigueur du présent décret, le processus d'élaboration d'un nouveau contrat de gestion est engagé dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

Le contrat de gestion doit être signé dans l'année qui suit l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 25. Les dispositions du chapitre V du présent décret sont applicables aux personnes morales visées à l'article 4 dès l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 12 février 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 620 (2003-2004), n^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 11 février 2004.

Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1022

[2004/200761]

12. FEBRUAR 2004 — Dekret über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret regelt eine in Artikel 39 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° "Geschäftsführungsvertrag": die zwischen der Regierung und dem Verwaltungsorgan einer in Artikel 3 des vorliegenden Dekrets erwähnten Einrichtung abgeschlossene Vereinbarung zwecks der Festlegung der Regeln und Sonderbedingungen, nach denen diese Einrichtung ihre Aufgaben öffentlichen Dienstes ausübt;

2° "Einrichtung": jegliche in Artikel 3 oder in Artikel 4 erwähnte juristische Person;

3° "Verwaltungsorgan": der Verwaltungsrat einer Einrichtung oder mangels dessen jedes andere Organ, ungeachtet seiner Bezeichnung, das über alle Befugnisse verfügt, die zur Durchführung der Aufgaben oder des Gesellschaftszwecks der Einrichtung erforderlich sind;

4° "Betriebsplan": das durch das Verwaltungsorgan aufgestellte Programm, das die Mittel und die Einsatzmittel darstellt, durch die die Einrichtung ihre Aufgaben erfüllen und die durch den Geschäftsführungsvertrag festgelegten Ziele erreichen kann;

5° "Aufsichtsminister": der Minister der Regierung, dem eine besondere Kontrollmacht über die in Artikel 3 und 4 erwähnten Einrichtungen aufgrund des Dekrets oder des Erlasses zur Gründung der besagten Einrichtung oder aufgrund des Erlasses zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten innerhalb der Regierung erteilt wird;

6° "Regierung": die Regierung der Wallonischen Region.

Art. 3 - § 1. - Kapitel II, III, IV und VI sind auf die folgenden Einrichtungen anwendbar:

1° "Agence wallonne à l'Exportation" (Wallonische Exportagentur);

2° "Agence wallonne des Télécommunications" (Wallonische Telekommunikationsagentur);

3° "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie);

4° "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Wallonisches Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

- 5° "Office for foreign Investors in Wallonia";
- 6° "Port autonome du Centre et de l'Ouest" (autonomer Hafen Centre-Ouest);
- 7° "Port autonome de Charleroi" (autonomer Hafen Charleroi);
- 8° "Port autonome de Liège" (autonomer Hafen Lüttich);
- 9° "Port autonome de Namur" (autonomer Hafen Namur);
- 10° "Société publique d'aide à la qualité de l'environnement" (öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität);
- 11° "Société publique de Gestion de l'Eau" (öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung);
- 12° "Société régionale wallonne du Transport public de Personnes" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft) und ihre Betriebsgesellschaften;
- 13° "Société wallonne des Aéroports" (Wallonische Flughafengesellschaft);
- 14° "Société wallonne de Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft);
- 15° "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen);
- 16° "Société wallonne des Eaux" (Wallonische Wassergesellschaft);
- 17° "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbauengesellschaft).

§ 2. - Nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets finden die Kapitel II, III und IV Anwendung auf jegliche juristische Person, für die das Dekret oder der Erlass zu ihrer Gründung den Abschluss eines Geschäftsführungsvertrags vorsieht.

Art. 4 - § 1 - Kapitel V und VI sind auf die folgenden Einrichtungen anwendbar:

- 1° "Société d'Assainissement et de Rénovation des Sites Industriels dans l'ouest du Brabant wallon";
- 2° "Société régionale wallonne d'investissement" (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie);
- 3° "Société wallonne de l'Aéronautique et de l'Espace" (Wallonische Gesellschaft für die Luftfahrt und den Weltraum);
- 4° "Société wallonne de l'Economie sociale marchande" (Wallonische Gesellschaft für soziale Marktwirtschaft);
- 5° "Société wallonne de Financement et de Garanties des petites et moyennes entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe);
- 6° "Société wallonne de Gestion et de Participations" (Wallonische Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft);
- 7° Sowalim;
- 8° Wallimage;
- 9° Wespavia.

§ 2. - Nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets findet das Kapitel V, sofern es keine andere anderslautende Bestimmung gibt, Anwendung auf jegliche durch Dekret oder Erlass gegründete juristische Person, für die kein Geschäftsführungsvertrag vorgesehen ist.

KAPITEL II — Aufstellung, Genehmigung und Dauer des Geschäftsführungsvertrags

Art. 5 - § 1. - Vor der Aufstellung des Projekts des Geschäftsführungsvertrags nimmt die Regierung im Einvernehmen mit der Einrichtung und durch die Vermittlung ihres Verwaltungsorgans die Bewertung der Arbeitsweise und der Lage des öffentlichen Dienstes, mit dem die Einrichtung beauftragt ist, vor.

Diese Bewertung umfasst die Aspekte betreffend die Wirtschafts-, Sozial- und Umweltlage, in der die Einrichtung tätig ist, die Zukunftsaussichten des Tätigkeitssektors, die Zufriedenheit der Benutzer und gegebenenfalls eine Analyse der Auswirkungen des vorherigen Geschäftsführungsvertrags.

§ 2 - Bei der Erneuerung des Geschäftsführungsvertrags nimmt die Regierung selbst im Einvernehmen mit der Einrichtung und durch die Vermittlung ihres Verwaltungsorgans die in § 1 erwähnte Bewertung vor. Außer für die in Artikel 3, § 1, 6° bis 9° erwähnten Einrichtungen lässt sie parallel dazu diese Bewertung ebenfalls durch einen Dritten vornehmen.

Art. 6 - § 1 - Auf Vorschlag des Aufsichtsministers verabschiedet die Regierung ein Orientierungsdokument, das die Grundlinien des Projekts des Geschäftsführungsvertrags bestimmt.

§ 2 - Unter Einhaltung des in § 1 erwähnten Orientierungsdokuments stellt der Aufsichtsminister ein Projekt des Geschäftsführungsvertrags unter Berücksichtigung der in Artikel 5 erwähnten Bewertung auf. Dieses Projekt wird der Einrichtung durch die Vermittlung ihres Verwaltungsorgans zur Konzertierung vorgelegt.

§ 3 - Der Geschäftsführungsvertrag wird durch die Regierung auf Vorschlag des Aufsichtsministers und durch das Verwaltungsorgan genehmigt.

§ 4 - Innerhalb des Monats des Abschlusses des Geschäftsführungsvertrags übermittelt die Regierung dem Wallonischen Regionalrat diesen Vertrag und veröffentlicht ihn im *Belgischen Staatsblatt*.

§ 5. - Unbeschadet der auf die soziale Konzertierung anwendbaren Regeln wird das Personal der Einrichtung mittels eines durch die Einrichtung festgelegten und durch den Aufsichtsminister genehmigten Verfahrens vom Inhalt des Geschäftsführungsvertrags in Kenntnis gesetzt.

Art. 7 - Nach dem Abschluss des Geschäftsführungsvertrags stellt die Einrichtung ihren Betriebsplan auf.

Art. 8 - § 1 - Der Geschäftsführungsvertrag wird für eine Dauer von mindestens drei Jahren und höchstens fünf Jahren abgeschlossen.

§ 2 - Der Geschäftsführungsvertrag kann nach dem in Artikel 6 vorgesehenen Verfahren abgeändert werden.

§ 3 - Spätestens sechs Monate vor dem Ablauf des Geschäftsführungsvertrags nimmt der Aufsichtsminister die in Artikel 5 vorgesehene Bewertung vor.

Wenn kein neuer Geschäftsführungsvertrag bei Ablauf des vorherigen Vertrags in Kraft tritt, kann der abgelaufene Geschäftsführungsvertrag durch den Aufsichtsminister für eine nicht erneuerbare Periode von sechs Monaten verlängert werden. Diese Verlängerung wird durch den Aufsichtsminister im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Wenn bei Ablauf des ggf. verlängerten Geschäftsführungsvertrags kein neuer Geschäftsführungsvertrag in Kraft getreten ist, bestimmt die Regierung die vorläufigen Regeln, die auf die Weiterführung der Aufgaben öffentlichen Dienstes der Einrichtung, die mindestens die in Artikeln 10 bis 17 erwähnten Angelegenheiten umfassen, Anwendung finden. Diese vorläufigen Regeln sind bis zum Inkrafttreten des kraft Artikel 5 und 6 abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrags anwendbar.

KAPITEL III. — *Inhalt des Geschäftsführungsvertrags*

Art. 9 - Die Regierung bestimmt den Inhalt des Geschäftsführungsvertrags, der sich auf die in Artikeln 10 bis 17 erwähnten Angelegenheiten bezieht, über die sie in Anbetracht der Eigentümlichkeiten der Aufgaben der Einrichtung Erläuterungen abgeben kann.

Art. 10 - Der Geschäftsführungsvertrag gibt die Tätigkeiten, die die Einrichtung zwecks der Ausübung ihrer Aufgaben öffentlichen Dienstes ausführt, genau an.

Die zu erreichenden Einwirkungs-, Qualitäts-, Leistungsfähigkeits-, Effizienz- und Wirtschaftsziele werden durch messbare, genaue und mit Ausführungsfristen versehenen Kriterien festgelegt.

Art. 11 - § 1 - Wenn die Einrichtung Anspruch auf eine Dotation hat, bestimmt der Geschäftsführungsvertrag ihren ursprünglichen Betrag, der für die Abdeckung der Lasten nötig ist, die aus der Ausführung des Geschäftsführungsvertrags unter Berücksichtigung der Kosten und Einnahmen der Einrichtung betreffend die Ausübung ihrer Aufgaben entstehen.

§ 2 - Der Geschäftsführungsvertrag bestimmt die Regeln für die Bereitstellung, die Anpassung der Dotation und die Modalitäten für den Übertrag des Restbetrags der Dotation.

§ 3 - Sofern Gesetze oder Dekrete nicht anders bestimmen, legt der Geschäftsführungsvertrag die Grundsätze und die Bedingungen für die Tarifierung der Leistungen fest, die im Rahmen der zwecks der Ausübung der Aufgaben öffentlichen Dienstes ausgeführten Tätigkeiten erbracht werden.

§ 4 - Der Geschäftsführungsvertrag sieht die Verpflichtung vor, die mit der Ausführung der Tätigkeiten verbundenen Kosten und insbesondere die Investitions- und Betriebsausgaben zu unterscheiden.

§ 5 - Der Geschäftsführungsvertrag sieht die Zweckbestimmung der Einnahmen aus den Aufgaben öffentlichen Dienstes vor.

Art. 12 - Der Geschäftsführungsvertrag beschreibt die Verpflichtungen der Einrichtung den Benutzern der öffentlichen Dienste gegenüber insbesondere in Sachen Information sowie die Ausgleichsmechanismen im Falle einer mangelhaften Ausführung der Tätigkeiten.

Art. 13 - Der Geschäftsführungsvertrag regelt die Bedingungen für die Anwendung der Anreize oder der Sanktionen, insbesondere was den Haushalt betrifft, die mit dem Erfüllungsstand der Ziele und Verpflichtungen der Einrichtung verbunden sind.

Art. 14 - Der Geschäftsführungsvertrag bestimmt die qualitativen und quantitativen Indikatoren, die mit der Erfüllung der in Artikel 10 erwähnten Ziele verbunden sind und die den in Artikel 18 erwähnten Arbeitsbericht bilden.

Für jeden der Indikatoren wird ein Bezugswert angegeben. Diese Indikatoren werden im Arbeitsbericht aufgeführt, der periodisch ihren Verwicklungsgrad und ihre Entwicklung angibt.

Art. 15 - Der Geschäftsführungsvertrag regelt seine Abänderungs- und Erneuerungsverfahren und legt seine Regeln zur Konfliktbeilegung fest.

Art. 16 - Der Geschäftsführungsvertrag umfasst die zu treffenden Bestimmungen, um die Einhaltung der Politiken zu gewährleisten, die die Regierung in den anderen in ihren Zuständigkeitsbereich fallenden Angelegenheiten ausführt.

Art. 17 - Jede ausdrückliche Vertragsauflösungsklausel im Geschäftsführungsvertrag gilt als nicht geschrieben.

Artikel 1184 des Zivilgesetzbuches findet keine Anwendung auf den Geschäftsführungsvertrag. Die Geschäfts-partei, gegenüber welcher eine Verpflichtung im Geschäftsführungsvertrag nicht erfüllt wird, darf nur auf Erfüllung der Verpflichtung klagen und ggf. Schadensersatz verlangen, unbeschadet der Anwendung jeglicher im Geschäftsführungsvertrag vorgesehener besonderer Sanktion.

KAPITEL IV — *Überwachung und Kontrolle*

Art. 18 - Der in Artikel 14 erwähnte Arbeitsbericht wird regelmäßig dem Minister-Präsidenten, dem Minister des Haushalts und dem Aufsichtsminister nach einer durch Letzteren ausgewählten Häufigkeit unterbreitet, die nicht unter einmal pro Jahr liegen darf.

Art. 19 - § 1 - Das Verwaltungsorgan stellt einen Jahresbericht über die Ausführung des Geschäftsführungsvertrags auf. Dieser Jahresbericht wird der Regierung durch den Aufsichtsminister übermittelt.

Die Regierung bestimmt den Mindestinhalt des im ersten Absatz erwähnten Berichts. Dieser Bericht umfasst mindestens einerseits eine Prüfung des Standes der Zielverwirklichung auf der Grundlage der in Artikel 14 erwähnten Indikatoren und andererseits eine Sozialbilanz über die Anwendung der Regeln zur Personalverwaltung und Sozialkonzertierung.

§ 2 - So schnell wie möglich überprüfen der Aufsichtsminister und das Verwaltungsorgan im Einvernehmen den in § 1 erwähnten Bericht.

Wenn der Aufsichtsminister es für notwendig erachtet, ist er berechtigt, eine Bewertung der Ausführung des Geschäftsführungsvertrags durch einen Dritten vornehmen zu lassen.

§ 3 - Der Aufsichtsminister erstattet der Regierung Bericht.

§ 4 - Die Regierung übermittelt dem Wallonischen Regionalrat den in § 1 erwähnten Jahresbericht.

KAPITEL V — *Besondere Informationen*

Art. 20 - Die in Artikel 4 erwähnten juristischen Personen stellen einen jährlichen Informationsbericht auf, von dem die Regierung den Inhalt festlegt und der unbeschadet der bestehenden Regeln mindestens die folgenden Punkten umfasst:

1° der mindestens durch einen Betriebsrevisor bescheinigte Jahresabschluss des letzten Jahres;

2° die Haushaltspläne für das nächste Geschäftsjahr;

3° eine Sozialbilanz über die Anwendung der Regeln zur Personalverwaltung und Sozialkonzertierung;

4° eine Vorstellung der Erfüllung des Gesellschaftszweckes und ggf. der Erfüllung der durch die Regierung festgelegten Ziele und der Auswirkungen dieser Ausführung für die Benutzer und die Bezugsberechtigten;

5° ein Plan, der für das folgende Jahr die getroffenen Maßnahmen und die beschlossenen Projekte darstellt, um die Erfüllung des Gesellschaftszweckes und die Erfüllung der durch die Regierung festgelegten Ziele zu verwirklichen oder zu verbessern.

Art. 21 - Die Regierung teilt dem Wallonischen Regionalrat diesen Jahresbericht mit.

Art. 22 - Der Wallonische Regionalrat kann die Regierung, den Aufsichtsminister oder die juristische Person um jegliche zusätzliche Information ersuchen.

KAPITEL VI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 23 - Was die in Artikel 3 erwähnten Einrichtungen betrifft, die beim Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets über einen Geschäftsführungsvertrag verfügen, sind Kapitel II bis IV bei Ablauf des laufenden Geschäftsführungsvertrags anwendbar.

Art. 24 - Was die in Artikel 3 erwähnten Einrichtungen betrifft, die beim Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets nicht über einen Geschäftsführungsvertrag verfügen, wird das Verfahren zur Aufstellung eines neuen Geschäftsführungsvertrags innerhalb drei Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingeführt.

Der Geschäftsführungsvertrag muss innerhalb des Jahres nach Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets unterzeichnet werden.

Art. 25 - Die Bestimmungen von Kapitel V des vorliegenden Dekrets sind auf die in Artikel 4 erwähnten juristischen Personen sofort ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets anwendbar.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 12. Februar 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,
Ph. COURARD

—
Note

(1) *Sitzung 2003-2004.*

Dokumente des Rats 620 (2003-2004), Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll - öffentliche Sitzung vom 11. Februar 2004.

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1022

[2004/200761]

12 FEBRUARI 2004. — Decreet betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "beheerscontract" : de overeenkomst gesloten tussen de regering en het bestuursorgaan van een instelling bedoeld in artikel 3 van dit decreet met als doel de regels en de bijzondere voorwaarden te bepalen krachtens welke die instelling zijn openbare opdrachten uitoefent;

2° "instelling" : elke rechtspersoon bedoeld in artikel 3 of artikel 4;

3° "bestuursorgaan" : de raad van bestuur van een rechtspersoon of, bij ontstentenis, elk ander orgaan, ongeacht diens benaming, die over alle bevoegdheden beschikt die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van de opdracht of het maatschappelijk doel van de rechtspersoon;

4° "bedrijfsplan" : het programma dat door het bestuursorgaan wordt vastgesteld en waarin de middelen en inkomsten uiteengezet worden waarmee de instelling zijn opdrachten kan vervullen en de in het beheerscontract omschreven doelstellingen kan bereiken;

5° "toezichthoudend minister" : de minister van de regering aan wie een bijzondere controlebevoegdheid over de instelling bedoeld in de artikelen 3 en 4, is toegewezen krachtens het decreet of het besluit tot oprichting van die instelling of het besluit tot verdeling van de bevoegdheden in de regering;

6° "regering" : de regering van het Waalse Gewest.

Art. 3 § 1. De hoofdstukken II, III, IV en VI gelden voor volgende instellingen :

1° het "Agence wallonne à l'Exportation" (Waals Exportagentschap);

2° het "Agence wallonne des Télécommunications" (Waals Agentschap voor Telecommunicatie).

3° het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië);

- 4° de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);
- 5° het "Office for Foreign Investors in Wallonia";
- 6° de autonome haven van regio "Centre" en regio "West";
- 7° de autonome haven van Charleroi;
- 8° de autonome haven van Luik;
- 9° de autonome haven van Namen;
- 10° de "Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement" (Openbare maatschappij voor hulpverlening inzake de verbetering van het leefmilieu);
- 11° de "Société publique de Gestion de l'Eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer);
- 12° de "Société régionale wallonne du Transport public de Personnes" (Waalse gewestelijke maatschappij voor openbaar personenvervoer);
- 13° de "Société wallonne des Aéroports" (Waalse Maatschappij voor Luchthavens)
- 14° de "Société wallonne de Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet);
- 15° de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructuur);
- 16° de "Société wallonne des Eaux" (Waalse Watermaatschappij);
- 17° de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij).

§ 2. Na de inwerkingtreding van dit decreet gelden de hoofdstukken II, III en IV voor elke rechtspersoon waarvan het decreet of besluit tot oprichting ervan in het sluiten van een beheerscontract voorziet.

Art. 4. § 1. De hoofdstukken V en VI gelden voor volgende instellingen :

- 1° de "Société d'Assainissement et de Rénovation des Sites industriels dans l'ouest du Brabant wallon" (Vereniging voor de Sanering en de Vernieuwing van Bedrijfsruimten in het Westen van Waals-Brabant);
- 2° de "Société régionale wallonne d'Investissement" (Waalse Gewestelijke Investeringsmaatschappij);
- 3° de "Société wallonne de l'Aéronautique et de l'Espace" (Waalse Maatschappij voor Lucht- en Ruimtevaart);
- 4° de "Société wallonne de l'Economie sociale marchande" (Waalse maatschappij voor sociale markteconomie);
- 5° de "Société wallonne de Financement et de Garantie des petites et moyennes entreprises" (Waalse maatschappij voor de financiering en de waarborg van de kleine en middelgrote ondernemingen);
- 6° de "Société wallonne de gestion et de participations" (Waalse beheers- en participatiemaatschappij);
- 7° Sowelim;
- 8° Wallimage;
- 9° Wespavia.

§ 2. Na de inwerkingtreding van dit decreet geldt hoofdstuk V, behalve andersluidende bepaling, voor elke rechtspersoon opgericht bij besluit en decreet en waarvoor niet in een beheerscontract is voorzien.

HOOFDSTUK II. — *Uitwerking, goedkeuring en duur van het beheerscontract*

Art. 5. § 1. Vóór het ontwerp van beheerscontract opgesteld wordt, wordt de werking en de staat van de dienstverlening waarmee de instelling belast is, in overleg met de instelling, door toedoen van diens bestuursorgaan, door de regering geëvalueerd.

Die evaluatie houdt de aspecten in die betrekking hebben op de economische, sociale en ecologische context waarin de instelling werkt, met de toekomstverwachtingen in de bedrijfstak, met de tevredenheid van de gebruikers en, in voorkomend geval, houdt ook een analyse van de gevolgen van het voorgaande beheerscontract in.

§ 2. Bij de hernieuwing van het beheerscontract wordt de evaluatie bedoeld in paragraaf 1 door de regering zelf verricht, in overleg met de instelling, door toedoen van diens bestuursorgaan. Die evaluatie wordt parallel door de regering aan een derde toevertrouwd, behalve voor de instellingen bedoeld in artikel 3, § 1, 6° tot en met 9°.

Art. 6. § 1. Op voorstel van de toezichthoudend minister keurt de regering een beleidsnota goed waarin de hoofdlijnen van het ontwerp van beheerscontract vastgelegd worden.

§ 2. Met naleving van de beleidsnota bedoeld in paragraaf 1 stelt de toezichthoudend minister een ontwerp van beheerscontract op waarbij rekening gehouden wordt met de evaluatie bedoeld in artikel 5. Dat ontwerp wordt aan de instelling voorgelegd voor overleg, door toedoen van diens bestuursorgaan.

§ 3. Het beheerscontract wordt goedgekeurd door de regering, op voorstel van de toezichthoudend minister, en door het bestuursorgaan.

§ 4. Binnen de maand na het sluiten ervan wordt het beheerscontract door de regering aan de Waalse Gewestraad overgemaakt en wordt het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 5. Onverminderd de regels geldend voor het sociaal overleg wordt het personeel van de instelling ingelicht over de inhoud van het beheerscontract volgens een door de instelling bepaalde en door de toezichthoudend minister goedgekeurde procedure.

Art. 7. Na het sluiten van het beheerscontract stelt de instelling zijn bedrijfsplan op.

Art. 8. § 1. Het beheerscontract wordt gesloten voor een duur van minstens drie maanden en hoogstens vijf jaar.

§ 2. Het beheerscontract kan gewijzigd worden volgens de procedure bepaald in artikel 6.

§ 3. Uiterlijk zes maanden vóór verstrijken van het beheerscontract wordt de evaluatie bepaald in artikel 5 door de toezichthoudend minister doorgevoerd.

Indien er geen nieuw beheerscontract in werking treedt bij aflopen van het vorige, kan het afgelopen beheerscontract door de toezichthoudend minister worden verlengd voor een niet hernieuwbare duur van zes maanden. Die verlenging wordt door de toezichthoudend minister in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Indien er bij het aflopen van het eventueel verlengde beheerscontract geen nieuw beheerscontract in werking is getreden, stelt de regering de voorlopige regels vast die gelden voor de verdere uitvoering van de openbare opdrachten van de instelling, waarin minstens de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 10 tot en met 17 vervat zijn. Die voorlopige regels gelden tot aan de inwerkingtreding van het nieuwe beheersplan dat overeenkomstig de artikelen 5 en 6 gesloten wordt.

HOOFDSTUK III. — *Inhoud van het beheerscontract*

Art. 9. De regering bepaalt de inhoud van het beheerscontract, dat betrekking heeft op de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 10 tot en met 17 die hij, in voorkomend geval, nader kan bepalen ten opzichte van de bijzonderheden van de opdrachten van de instelling.

Art. 10. In het beheerscontract worden de taken die de instelling op zich neemt met het oog op de uitvoering van zijn openbare opdrachten, nader bepaald.

De doelstellingen die bereikt dienen te worden ter zake van impact, kwaliteit, doeltreffendheid, doelmatigheid en economie worden bepaald aan de hand van duidelijke, termijngerelateerde en meetbare criteria.

Art. 11. § 1. Indien de instelling voor een dotatie in aanmerking komt, wordt het aanvankelijke bedrag ervan dat noodzakelijk is voor de dekking van de kosten voortvloeiend uit de uitvoering van het beheerscontract waarbij rekening wordt gehouden met de kosten en ontvangsten van de instelling met betrekking tot de uitvoering van zijn taken, in het beheerscontract vastgesteld.

§ 2. In het beheerscontract worden de regels voor de terbeschikkingstelling, de aanpassing van de dotatie en de wijze van overbrenging van het restbedrag ervan vastgesteld.

§ 3. Tenzij de wetten of decreten er anders over beschikken, worden de beginselen en de voorwaarden voor de tarificatie van de prestaties die verstrekt worden in het kader van de taken die instelling op zich neemt met het oog op de implementering van zijn openbare opdrachten, in het beheerscontract vastgesteld.

§ 4. In het beheerscontract wordt de verplichting vastgelegd om de kosten verbonden aan de taakuitvoering, en in het bijzonder de investeringsuitgaven en de bedrijfsuitgaven.

§ 5. In het beheerscontract wordt de toerekening van de ontvangsten uit de openbare opdrachten vastgesteld.

Art. 12. In het beheerscontract worden de verbintenissen van de instelling omschreven ten opzichte van de gebruikers van de openbare dienstverlening, meer bepaald op het vlak van de informatieverstrekking, evenals de compensatiemechanismen indien de taakuitvoering in gebreke blijft.

Art. 13. In het beheerscontract worden de voorwaarden geregeld voor de toepassing van incentives of sancties, meer bepaald op begrotingsvlak, zoals ze verbonden zijn aan de mate van verwezenlijking van de doelstellingen en de verbintenissen van de instelling.

Art. 14. In het beheerscontract worden de kwalitatieve en kwantitatieve indicatoren bepaald die verbonden zijn aan de verwezenlijking van alle doelstellingen bedoeld in artikel 10 en die de situatie-overzichten bedoeld in artikel 18 uitmaken.

Voor elke indicator wordt er een referentiewaarde opgegeven. Die indicatoren worden in het situatie-overzicht opgenomen waarmee periodiek de graad van verwezenlijking en de evolutie ervan worden weergegeven.

Art. 15. In het beheerscontract worden de procedures voor wijziging en hernieuwing ervan alsook de regels voor conflictbeslechting bepaald.

Art. 16. In het beheerscontract wordt bepaald hoe de beleidskeuzes in acht genomen dienen te worden die door de regering geïmplementeerd worden in de andere aangelegenheden die onder zijn bevoegdheid vallen.

Art. 17. Elke uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde in het beheerscontract is geacht ongeschreven te zijn.

Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek geldt niet voor het beheerscontract. De partij jegens wie een verplichting in het beheerscontract niet wordt uitgevoerd, kan enkel de uitvoering van de verplichting vervolgen en, in voorkomend geval, schadevergoeding vragen onverminderd de toepassing van elke andere bijzondere sanctie die in het beheerscontract bepaald is.

HOOFDSTUK IV. — *Opvolging en controle*

Art. 18. Het situatie-overzicht bedoeld in artikel 14 wordt periodiek aan de minister-president, aan de minister van begroting en aan de toezichthoudend minister voorgelegd volgens de frequentie waarvoor de toezichthoudend minister kiest, maar die niet minder kan bedragen dan één presentatie van het situatie-overzicht per jaar.

Art. 19. § 1. Het beheersorgaan stelt een jaarverslag op over de implementering van het beheerscontract. Dat jaarverslag wordt door de toezichthoudend minister aan de regering overgemaakt.

De regering bepaalt de minimuminhoud van het verslag bedoeld in het eerste lid. In dat verslag wordt, enerzijds, minstens bekeken in hoeverre de doelstellingen zijn verwezenlijkt op basis van de indicatoren bedoeld in artikel 14, en anderzijds wordt een maatschappelijke balans voorgelegd over de toepassing van de regels met betrekking tot het personeelsbeheer en het sociaal overleg.

§ 2. Zo spoedig mogelijk wordt het verslag bedoeld in paragraaf 1 in onderling overleg door de toezichthoudend minister en het beheersorgaan ingezien.

De toezichthoudend minister kan, indien hij dat noodzakelijk acht, de implementering van het beheerscontract laten evalueren door een derde.

§ 3. De toezichthoudend minister brengt verslag uit aan de regering.

§ 4. De regering maakt het jaarverslag bedoeld in paragraaf 1 aan de Waalse Gewestraad over.

HOOFDSTUK V. — *Bijzondere inlichtingen*

Art. 20. De rechtspersonen bedoeld in artikel 4 stellen een jaarlijks informatieverlag op waarvan de regering de inhoud vaststelt en die minstens hiernavolgende punten inhoudt onverminderd de bestaande regels :

1° de jaarrekeningen van het laatste boekjaar, die minstens door een bedrijfsrevisor gecertificeerd worden;

2° de begrotingen van het volgende boekjaar;

3° een maatschappelijke balans over de toepassing van de regels met betrekking tot het personeelsbeheer en het sociaal overleg;

4° een presentatie van de verwezenlijking van het maatschappelijk doel en, in voorkomend geval, van de verwezenlijking van de doelstellingen omschreven door de regering en de gevolgen van de implementering ervan voor de gebruikers en de begunstigden;

5° een plan waarin voor het volgende werkingsjaar de maatregelen en projecten uiteengezet worden voor het bereiken of verbeteren van het te verwezenlijken maatschappelijk doel of de door de regering vastgestelde doelstellingen.

Art. 21. De regering maakt dat jaarverslag aan de Waalse Gewestraad over.

Art. 22. De Waalse Gewestraad kan de regering, de toezichthoudend minister of de rechtspersoon om elke aanvullende inlichting verzoeken.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 23. Ten opzichte van de instellingen bedoeld in artikel 3 die beschikken over een beheerscontract bij inwerkingtreding van dit decreet, gelden de hoofdstukken II tot en met IV bij het aflopen van het lopende beheerscontract.

Art. 24. Ten opzichte van de instellingen bedoeld in artikel 3 die niet beschikken over een beheerscontract bij inwerkingtreding van dit decreet wordt het proces voor de uitwerking van een nieuw beheerscontract ingeleid binnen de drie maanden na inwerkingtreding van dit decreet.

Het beheerscontract dient getekend te zijn binnen het jaar volgend op de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 25. De bepalingen van hoofdstuk V van dit decreet gelden voor de rechtspersonen bedoeld in artikel 4 onmiddellijk na de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 februari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 620 (2003-2004), nrs. 1 tot en met 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 11 februari 2004.

Bespreking - Stemming.

—————
MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1023

[2004/200753]

11 MARS 2004. — Décret instituant le contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil régional wallon (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'intitulé du décret du 25 avril 2002 instituant le contrôle des communications du Gouvernement est modifié comme suit :

"Décret relatif au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil régional wallon, ainsi qu'au contrôle des communications des membres du Gouvernement wallon".

Art. 2. Dans le même décret, il est inséré, avant l'article 1^{er}, le texte suivant :

"Chapitre I^{er}. — Dispositions générales".

Ce chapitre comporte les articles 1^{er} et 2 du même décret.

Art. 3. A l'article 1^{er} du même décret, il est ajouté un 3^o et un 4^o rédigés comme suit :

3^o la loi du 19 mai 1994 : la loi relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone;

4^o le président du bureau principal de la circonscription électorale : le président du bureau principal institué pour chaque circonscription électorale, tel que visé par l'article 26^{quater} de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles."

Art. 4. A l'article 2 du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par le texte suivant :

"Il est institué une Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications des membres du Gouvernement wallon, ci-après dénommée "Commission de contrôle".

Art. 5. Dans le même décret, après l'article 2, il est inséré le texte suivant :

"Chapitre II. — Contrôle des dépenses électorales pour les élections du Conseil régional wallon

Art. 3. Lorsqu'ils font la demande d'un numéro de liste, les partis politiques déposent une déclaration écrite par laquelle ils s'engagent à :

1^o respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales;

2^o déclarer, dans les quarante-cinq jours qui suivent la date des élections, leurs dépenses électorales et l'origine des fonds qui y ont été affectés auprès du président du bureau principal de la circonscription électorale;